



Getty images

Le Parlement canadien d'Ésaïe 3

Des difficultés exceptionnelles et le manque de leadership exceptionnel pour y faire face

- Abraham Blondeau
- [07/07/2025](#)

Le Canada aurait pu se diriger vers de nouvelles élections. Dans la nuit du 4 juin, le 45e Parlement avait la possibilité de renverser le gouvernement du Premier ministre Mark Carney. *Ils avaient les voix, mais ils n'ont pas eu le courage.*

Après tout discours du Trône, le gouvernement doit adopter une motion au Parlement qui l'approuve. La motion du discours du Trône est une motion de confiance, ce qui signifie que si elle n'est pas adoptée, le premier ministre doit démissionner et des élections doivent être organisées parce qu'il n'a pas la confiance de la Chambre des communes, qui représente la volonté du peuple.

Comme nous l'avons rapporté à la *Trompette*, le discours du Trône a souligné les politiques radicales et dangereuses du gouvernement Carney, y compris l'adhésion au programme de réarmement de l'Europe, l'éloignement agressif de l'Amérique et l'affirmation que la culture française est le fondement du Canada. Mais les conservateurs, les néo-démocrates et le Bloc Québécois n'ont que faiblement protesté contre le manque de détails de la politique économique. Ils n'ont pas soutenu le discours, mais pour de mauvaises raisons.

PT

Même avec ces faibles protestations, ils disposaient des voix nécessaires pour renverser le gouvernement. Mais au lieu de saisir l'occasion, ils ont donné carte blanche à M. Carney. Selon iPolitics : « La motion amendée des libéraux en réponse au discours du Trône a été adoptée par division, ce qui signifie que les votes des députés individuels [les membres du Parlement] n'ont pas été comptabilisés, mais que les partis ont convenu collectivement qu'elle serait adoptée. »

Depuis qu'il est devenu premier ministre, M. Carney a fait preuve de mépris à l'égard du Parlement et des institutions démocratiques du Canada. Il a enfreint presque toutes les conventions de la démocratie de Westminster. Non seulement il a promis de poursuivre le programme dystopique de Justin Trudeau, mais il promet également des changements historiques en matière de dépenses et de politique étrangère. M. Carney tente de mettre en œuvre ces mesures historiques sans contrôle, sans débat et sans opposition de la part du Parlement. Au lieu de se battre pour son droit historique de défendre le Canada contre les gouvernements oppressifs, ce Parlement capitule silencieusement et honteusement devant la tyrannie.

Le 45e Parlement du Canada accomplit en fait une prophétie biblique.

« Le Seigneur, l'Éternel des armées, va ôter de Jérusalem et de Juda tout appui et toute ressource, toute ressource de pain et toute ressource d'eau, le héros et l'homme de guerre, le juge et le prophète, le devin et l'ancien, le chef de cinquante et le magistrat, le conseiller, l'artisan distingué et l'habile enchanteur. Je leur donnerai des jeunes gens pour chefs, et des enfants domineront sur eux » (Ésaïe 3 : 1-4).

Dieu a prévu qu'en ces jours périlleux, juste avant la seconde venue de Jésus-Christ (2 Timothée 3 : 1), il y aurait un effondrement complet d'un leadership fort. Il n'y aurait pas de dirigeants courageux, d'hommes d'État compétents, de juges sages, d'orateurs éloquents. Au lieu de cela, nous aurions des dirigeants faibles, immatures et puérils. C'est la description parfaite du Parlement du Canada.

Il est triste de constater que le Parlement a toujours manqué cruellement d'habileté politique. Nombre de nos résultats nationaux médiocres sont dus à la médiocrité de nos dirigeants. Nous n'avons eu qu'une poignée de premiers ministres ambitieux et compétents ; la plupart de nos dirigeants efficaces n'essayaient pas de construire le pays, mais de le transformer.

Alors que nous nous dirigeons vers la dictature, nous avons des « enfants » à la Chambre des communes. Cela rappelle la crise de leadership à laquelle la Grande-Bretagne a été confrontée dans les années 1930, comme l'a fait remarquer Sir Winston Churchill lors de l'inauguration d'un monument à feu T. E. Lawrence : « De nos jours, les dangers et les difficultés s'accumulent pour la Grande-Bretagne et son empire, et nous sommes également conscients du manque de personnalités exceptionnelles pour les surmonter. »

Les hommes et les femmes de ce Parlement regretteront le jour où ils n'ont pas réussi à arrêter un gouvernement sans foi ni loi, corrompu et tyrannique.

Il est clair que les institutions de la démocratie canadienne meurent d'une mort lente et douloureuse. Dans la version canadienne du système de Westminster, le Parlement est un instrument polyvalent qui 1) reflète la volonté du peuple, 2) fournit à l'exécutif les moyens de gérer le pays et 3) constitue le principal organe de contrôle et d'équilibre de l'exécutif. Le Parlement a été façonné au cours de siècles de lutte contre la tyrannie, et ses droits ont été conquis grâce aux sacrifices de nos ancêtres. Pourtant, au cours des 50 dernières années, les droits du Parlement ont été peu à peu abandonnés.

Le Canada est censé fonctionner selon le principe de la suprématie parlementaire, et non de la suprématie de l'exécutif ou de la suprématie du judiciaire. Mais aujourd'hui, les pouvoirs exécutif et judiciaire ont accumulé une quantité de pouvoir et d'autorité inconstitutionnelle.

Ce changement s'est amorcé sous la présidence de Pierre Trudeau. La Charte des droits et libertés a transféré le pouvoir du Parlement à la Cour suprême du Canada (CSC), sans résoudre la question de la suprématie parlementaire et sans définir les limites de la CSC. Aujourd'hui, une CSC de gauche radicale peut renverser le Parlement et même lui dire quelles lois adopter ! Mais qui nomme les membres de la CSC et des tribunaux fédéraux ? Le gouverneur en conseil, également connu sous le nom de premier ministre.

L'aîné des Trudeau, avec l'aide du haut fonctionnaire Michael Pitfield, a commencé à modifier les procédures du Parlement pour donner au parti au pouvoir plus de pouvoir et moins de responsabilité. Ils ont également commencé à centraliser le contrôle au sein du bureau du premier ministre (BPM), loin des départements ministériels. Cela signifiait que la fonction publique était dans la poche du BPM. Ces mesures ont conféré au premier ministre un pouvoir considérable sans aucune restriction légale ou conventionnelle. (La Constitution canadienne ne définit pas précisément les limites du pouvoir exécutif — elle s'appuie sur des conventions non écrites).

Dans le même temps, Trudeau a commencé à introduire des « clauses Henry VIII » dans la législation : il s'agissait de rendre les statuts et les lois si vagues et indéfinis que la précision serait décidée par des bureaucrates après leur adoption par le Parlement.

Toutes ces tendances ont érodé les droits et l'autorité du Parlement. Le journaliste et auteur Glenn Simpson a fait remarquer en 1995 que le Canada était « la dictature amicale » parce que le premier ministre a des pouvoirs dictatoriaux mais ne les utilise pas. Lorsque Justin Trudeau a invoqué la Loi sur les mesures d'urgence, il a exposé la dureté et la nature autoritaire de notre gouvernement. Mark Carney est un autre exemple de dictature qui devient inamicale.

Après la capitulation du Parlement le 4 juin, M. Carney a déclenché une vague de lois tyranniques.

- C-2, Loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière

- Le gouvernement peut accéder à des informations confidentielles sans mandat
- Le gouvernement peut surveiller les communications en ligne sans mandat
- Le courrier peut être ouvert en cas de soupçon raisonnable d'illégalité
- Des règles extrêmement restrictives sur les organismes de bienfaisance

- C-4, Loi concernant certaines mesures d'abordabilité pour les Canadiens et une autre mesure

- Disposition cachée visant à exempter les partis politiques fédéraux des lois provinciales sur la protection de la vie privée

• C-5, Loi sur l'unité de l'économie canadienne

— Accorde au gouvernement fédéral des pouvoirs accrus en matière de ressources naturelles et de projets nationaux.

« Une chose que nous savons à propos de M. Carney, c'est qu'il n'est pas trop contrarié par les déficits. Il ne semble pas non plus particulièrement attaché aux principes », écrit Andrew Coyne dans le *Globe and Mail*. « C'est en tout cas ce qui ressort de son premier programme législatif, avec un mélange de cynisme et de mépris pour le Parlement. Les trois principaux projets de loi présentés jusqu'à présent par le gouvernement ... sont remarquables, non seulement en raison de leur orientation conservatrice, mais aussi parce qu'ils combinent en un seul projet de loi des textes législatifs manifestement différents, avec des objectifs et des impacts différents : les redoutables projets de " loi omnibus " auxquels les libéraux avaient l'habitude de s'opposer ». Il poursuit :

Comme pour les autres projets de loi, les membres du Parlement seront contraints de voter sur l'ensemble du paquet, par oui ou par non, comme s'il s'agissait d'un seul projet de loi ayant un objectif unique, plutôt que d'un méli-mélo disgracieux de différents textes législatifs, dont certains pourraient être soutenus, mais dont la plupart pourraient être rejetés. Dans chaque cas, il s'agit d'un abus de pouvoir, qu'aucune rhétorique à consonance urgente (« la plus grande transformation de l'économie canadienne depuis la Seconde Guerre mondiale ») ne peut masquer.

Le contenu des projets de loi est, à bien des égards, aussi contestable que le processus lui-même.

La méthode et le contenu de cette législation sont inquiétants. Il s'agit maintenant d'une bataille au sein des commissions. Mais le Parlement n'inspire pas une grande confiance ; il n'a pas été capable d'arrêter ce glissement vers la dictature depuis 50 ans.

M. Carney a nommé Michael Sabia au poste de greffier du Conseil privé, le fonctionnaire le plus puissant du pays. M. Sabia possède une vaste expérience dans les secteurs privé et public, et il est l'allié idéal de M. Carney. Sabia était un haut fonctionnaire au ministère des Finances lorsque M. Trudeau a invoqué la loi sur les mesures d'urgence, et il a aidé à geler les comptes bancaires des Canadiens. Lors de la réunion de la Commission sur les mesures d'urgence, il a déclaré qu'il considérait les camionneurs comme des terroristes nationaux. Il est marié à Hilary Pearson, membre de la famille royale libérale, petite-fille de l'ancien Premier ministre Lester B. Pearson. Avec Sabia, la radicalisation de la fonction publique se poursuivra.

La caractéristique principale de ce Parlement est résumée dans la dernière moitié d'Ésaïe 3 : 12 : « ... Mon peuple, ceux qui te conduisent t'égarer, et ils corrompent la voie dans laquelle tu marches ».

Par faiblesse, radicalisme et lâcheté, le Canada a été conduit sur la voie de la destruction. Au cours des 50 dernières années, le principal organe législatif du Canada a légalisé le non-respect des lois de Dieu !

Il peut être difficile de ne pas mépriser les élus qui président à notre effondrement national. Mais nous avons des dirigeants d'Ésaïe 3 parce que nous sommes une nation d'Ésaïe 3.

Ésaïe 3 est avant tout une prophétie sur l'éclatement de la famille. La famille traditionnelle au Canada a été rapidement démantelée. Dans le numéro de mars 2009 de la *Trompette*, le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a écrit :

Dans Ésaïe 3, l'ancien prophète a averti que l'éclatement de la famille serait un trait caractéristique de l'Amérique et de la Grande-Bretagne avant le retour du Christ. ... « Il y aura réciprocité d'oppression parmi le peuple, l'un opprimer l'autre, chacun son prochain ... » [verset 5].

Dieu a dit que les dirigeants forts, y compris les pères forts, seraient rares, et que les enfants et les adolescents gouverneraient la famille et domineraient la culture. Cela ressemble-t-il à la société américaine et britannique d'aujourd'hui ?

« Le jeune homme attaquera le vieillard, et l'homme de rien celui qui est honoré » (verset 5). Regardez autour de vous ! Y a-t-il un doute sur le fait que les enfants et les adolescents prennent le dessus sur les adultes et dominent la société et la culture ?

« Mon peuple a pour oppresseurs des enfants, et des femmes dominant sur lui. Mon peuple, ceux qui te conduisent t'égarer, et ils corrompent la voie dans laquelle tu marches » (verset 12). C'est une leçon de l'histoire : Le succès ou l'échec d'une nation dépend de la force ou de la faiblesse de ses familles.

Les familles brisées conduisent à une nation brisée et à des dirigeants brisés. Ésaïe 3 est une réprimande claire de Dieu contre l'état de notre nation !

Alors que la Bible identifie nos péchés, elle révèle également la solution. Nous devons apprendre la leçon que nous ne pouvons pas faire confiance aux hommes, mais que nous pouvons toujours faire confiance au Dieu vivant (Jérémie 17 : 5, 7). Alors que les sociétés humaines s'effondrent, Dieu travaille à la construction d'un royaume éternel de paix et de prospérité. La famille est au cœur de ce message ! Dieu est une Famille, et cette famille spirituelle élèvera des dirigeants parfaits qui aideront Jésus-Christ à conduire le monde vers le véritable âge d'or ! C'est la vision derrière l'avertissement d'Ésaïe 3.